

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy
ud95.driat-if@developpement-durable.gouv.fr

Cergy, le 16 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PERRIEN TS

2 rue des Frères Montgolfier
95500 Gonesse

Références : UD95-2026-0025
Code AIOT : 0006505705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement PERRIEN TS implanté 2, rue des Frères Montgolfier ZI NORD 95500 Gonesse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERRIEN TS
- 2, rue des Frères Montgolfier ZI NORD 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006505705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PERRIEN Traitement de Surface, implantée depuis 1974, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour un volume de bains autorisé d'environ 69 m³.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral daté du 21 février 2000, modifié par

l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2014.

L'effectif sur site est composé d'une dizaine de salariés.

L'incendie du 1er janvier 2023 a totalement détruit le site. L'activité est à l'arrêt depuis cette date.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Cessation d'activité

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caducité de l'autorisation et cessation d'activité	Code de l'environnement, articles R.512-74-II et R.512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Mise en sécurité du forage	AP de Mise en Demeure du 02/11/2023, article 2	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation n'a pas été exploitée depuis l'incendie ayant ravagé le site le 1er janvier 2023. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant, au titre de l'article L.171-8 du code l'environnement, de procéder à la cessation d'activité de l'ensemble de son installation dans les conditions prévues par l'article R.512-39-1 de ce même code dans un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Caducité de l'autorisation et cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles R.512-74-II et R.512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, Caducité de l'autorisation et cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Article R.512-74-II :

En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.

Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Article R.512-39-1 :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

L'installation exploitée par la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACES a été entièrement endommagée lors de l'incendie ayant ravagé l'installation en date du 1^{er} janvier 2023. Pour rappel, l'inspection des installations classées s'est rendue sur site le 2 janvier 2023 pour une inspection réactive et a constaté que la quasi-totalité du bâtiment et des équipements ont été détruits dans l'incendie dans son rapport daté du 2 janvier 2023 également.

De fait, l'activité industrielle sur site a été interrompue depuis cette date car l'ensemble de l'installation et des équipements ont été détruits dans l'incendie.

Lors de la visite d'inspection du 14 janvier 2026, l'inspection s'est rendue sur site et a constaté que le bâtiment d'exploitation a été démoli et qu'il ne reste sur site que la dalle et le sous-sol. Le site était clôturé et il n'a pas été possible d'entrer afin de vérifier l'absence de produit dangereux abandonné sur site.

Un permis de démolir (n°PD9527725G0003) daté du 09/07/2025, pour une surface de bâtiment de 950 m² et la superficie du terrain est de 1 728 m², dont le bénéficiaire est la société REISCH, est affiché à l'entrée du site. Il précise la nature des travaux prévus à savoir, de la démolition et du désamiantage.

L'inspection a questionné le voisinage concernant la démolition du bâtiment endommagé dans l'incendie du 1^{er} janvier 2023. Les sociétés voisines ont indiqué que les travaux de démolition ont eu lieu au cours de l'été 2025.

L'inspection a donc constaté que l'activité sur site a été interrompue pendant trois ans depuis le 2 janvier 2023 jusqu'au 14 janvier 2026, date de la présente visite. Pour rappel, le courrier préfectoral du 19 septembre 2023 demandait à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la volonté de reconstruire l'installation industrielle ou bien de la volonté de cesser l'activité. A ce jour, réponse de l'exploitant à cette demande n'a été transmise au Préfet du Val d'Oise ou à l'inspection des installations classées.

Ainsi, en application de l'article R.512-74-II du code de l'environnement, il convient de statuer que l'arrêté d'autorisation délivré en date du 21 février 2000, à la société REISCH pour l'exploitation d'un atelier de traitement de surfaces dont le volume des bains est de 69 060 litres, cesse de produire effet.

En application de ce même article, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure, au titre de l'article L.171-8 du code l'environnement, de procéder à la cessation d'activité de l'ensemble de son installation dans les conditions prévues par l'article R.512-39-1 de ce même code dans un délai de 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

Fiche de constat n° 2 : Mise en sécurité du forage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/11/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité du forage
Prescription contrôlée : La société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE est mise en demeure de respecter, dans un délai de 7 jours à compter de la date de notification du présent arrêté : - les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence précité, en justifiant de la mise en sécurité du puits d'alimentation en eau souterraine du site.
Constats : L'exploitant a indiqué par courriel du 08/02/2024 avoir pris contact avec 3 sociétés afin de mettre en sécurité le puits d'alimentation en eau souterraine du site. L'exploitant n'a pas transmis de justificatif concernant cette mise en sécurité. Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 novembre 2023 dont il a fait l'objet, et conformément à l'article L.171-8-II-4° du Code de l'environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet d'ordonner à l'exploitant le paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 50 euros. Ce montant est fixé en cohérence avec le coût estimé de mise en sécurité d'un forage qui est environ égal à 2 000 euros.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte